

ADEC ET PARTENAIRES

Société de Commissariat aux Comptes

Siège Social : 21, rue de la Paix - 75002 PARIS

Téléphone : 01 43 12 98 60 - Télécopie : 01 43 12 98 61 - E.Mail : adec75@groupe-adec.com**RAPPORTS****DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2011

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 – PARIS CEDEX 12

ADEC ET PARTENAIRES

Société de Commissariat aux Comptes

Siège Social : 21, rue de la Paix - 75002 PARIS

Téléphone : 01 43 12 98 60 - Télécopie : 01 43 12 98 61 - E.Mail : adec75@groupe-adec.com**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**
SUR LES COMPTES ANNUELS**Conseil d'Administration du 25 avril 2012**

Exercice clos le 31 décembre 2011

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 – PARIS CEDEX 12

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de **L'INSTITUT DE L'ELEVAGE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'INSTITUT DE L'ELEVAGE à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changements de méthodes comptables » de l'annexe afférent à l'immobilisation des frais de développement.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ✓ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'INSTITUT DE L'ELEVAGE, nous avons été conduits à examiner les méthodes d'évaluation afférentes au calcul des fonds dédiés, à la dépréciation des créances et aux indemnités de fin de carrière tels qu'ils figurent dans l'annexe ainsi que la composition et la valorisation des placements financiers au 31 décembre 2011 décrites dans « Participations – Autres titres – Valeurs mobilières de placement » de l'annexe.
- ✓ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'INSTITUT DE L'ELEVAGE, nous avons été conduits à examiner les méthodes comptables relatives au calcul des fonds dédiés tels qu'ils figurent dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données aux membres de l'INSTITUT DE L'ELEVAGE sur la situation financière et les comptes annuels, étant ici précisé que les comptes annuels sont approuvés par votre Conseil d'Administration.

Fait à Paris, le 10 avril 2012

**Le Commissaire aux Comptes
ADEC ET PARTENAIRES**

Stéphane SINTES

Associé



B I L A N - A C T I F	2011			2010
	BRUT	AMORT OU PROV	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Logiciels)	301 632	240 222	61 410	3 861
Logiciels	245 358	240 222	5 135	
Immobilisation en cours	56 275		56 275	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 481 165	3 888 438	1 592 727	1 295 263
Terrains	272 439		272 439	272 439
Constructions	1 983 033	1 239 052	743 981	589 951
Agencements et installations	879 004	706 311	172 693	166 800
Véhicules automobiles	58 308	40 470	17 837	
Matériel de bureau & d'informatique, mobilier	1 481 593	1 233 846	247 747	141 524
Matériel technique & agricole	806 789	668 759	138 030	124 550
Immobilisation en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 730 107		2 730 107	2 726 899
Titres de participation				
SCI MNE	248 244		248 244	248 244
Divers	44 757		44 757	44 757
Créances rattachées à des participations (GIE LABOGENA)	145 374		145 374	142 166
Créances rattachées à des participations (SCI MNE)	2 001 840		2 001 840	2 001 840
Créances rattachées à des participations (MRA LIMOGES)	289 892		289 892	289 892
AUTRES IMMOBILISATION FINANCIERES	895 820		895 820	1 018 499
Titres divers	19 915		19 915	19 713
Prêts	189 059		189 059	200 000
Dépôts de garantie	33 940		33 940	33 948
Autres titres immobilisés	573 379		573 379	685 311
GIE MNE (Fonds de roulement)	79 527		79 527	79 527
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	9 408 725	4 128 661	5 280 064	5 044 521
AVANCES ET ACOMPTES FOURNISSEURS	88 075		88 075	17 736
STOCKS	154 749		154 749	136 062
Stock de marchandises	154 749		154 749	136 062
CREANCES CLIENTS	12 743 769	780 541	11 963 228	12 029 209
Clients, ventes & prestations	1 942 235	22 171	1 920 064	1 472 997
Clients, conventionnements	802 776		802 776	1 555 100
Conventionnements, produits à recevoir	9 998 759	758 371	9 240 388	9 001 111
CREANCES FISCALES ET SOCIALES	44 911		44 911	69 484
Personnel et comptes rattachés	28 337		28 337	29 004
Organismes sociaux (Indemnités journalières)	12 222		12 222	21 269
Etat, TVA déductible et comptes rattachés	4 353		4 353	19 211
AUTRES CREANCES	117 824		117 824	47 755
Débiteurs divers & comptes rattachés	117 824		117 824	47 755
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	7 297 564		7 297 564	2 351 968
SICAV monétaires	7 297 564		7 297 564	2 351 968
DISPONIBILITES	4 571 407		4 571 407	10 355 856
Banque	4 491 650		4 491 650	10 311 338
CCP				41 861
Caisse	3 226		3 226	2 657
Intérêts courus à recevoir	76 530		76 530	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	58 255		58 255	53 215
TOTAL BILAN ACTIF	34 485 279	4 909 202	29 576 077	30 105 807

BILAN - PASSIF	2011	2010
FONDS ASSOCIATIFS	11 866 447	11 664 530
FONDS PROPRES	11 743 791	11 531 814
Réserves	4 707 182	4 707 182
Report à nouveau	6 824 632	6 151 072
Résultat de l'exercice	211 977	673 559
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	122 655	132 716
Subventions d'investissements	122 655	132 716
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 986 831	3 800 674
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS	1 947 582	1 942 952
DETTES FINANCIERES	164 098	228 161
Emprunts et dettes	164 098	228 161
FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	2 885 673	3 354 943
Fournisseurs	1 854 805	2 347 226
Fournisseurs, charges à payer	1 030 868	1 007 717
AVANCES ET ACOMPTES CLIENTS	248 240	236 666
DETTES FISCALES ET SOCIALES	4 715 716	4 488 676
Personnel et comptes rattachés	2 074 135	2 047 664
Dettes sociales (CMSA, CCPMA,...)	2 082 568	1 932 571
Dettes fiscales (taxes salaires,TVA)	559 013	508 440
AUTRES DETTES	3 316 323	3 564 474
Créditeurs divers & comptes rattachés	3 316 323	3 564 474
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	445 169	824 730
TOTAL BILAN PASSIF	29 576 077	30 105 807

COMPTE DE RESULTAT	2011	2010	2011	2010
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes & prestations			3 418 895	3 068 528
Conventionnement			24 647 163	25 789 329
Variation de stock			18 687	-19 388
Reprises sur provisions sur créances			477 406	389 471
Reprises sur provisions "retraite"			150 823	302 028
Reprises sur provisions, autres			119 422	224 599
Report des ressources non utilisées s/exercices antérieurs (travaux réalisés sur conventions d'exercices antérieurs)			1 942 952	1 946 131
Transfert de charges			73 905	81 259
Autres produits			75 294	31 449
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de matières & de fournitures	338 493	365 975		
Sous-traitance	399 954	410 612		
Locations & charges locatives	1 059 855	1 098 423		
Entretien et réparations	264 546	159 457		
Etudes & recherche	1 069 578	887 404		
Personnel extérieur à l'entreprise	321 070	401 913		
Rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires	1 099 569	1 636 308		
Publicité, publications, relations publiques	152 532	122 560		
Déplacements, missions & réceptions	2 205 323	2 320 041		
Frais postaux et télécommunication	275 460	272 601		
Autres services extérieurs	286 959	269 833		
Impôts, taxes & versements assimilés s/rémunérations	1 464 633	1 487 799		
Autres impôts, taxes & versements assimilés	674 136	715 222		
Rémunérations du personnel et des stagiaires	11 901 637	11 936 908		
Charges sociales	5 886 056	5 954 903		
Congés payés, JRF, RTT & CET	214 004	77 674		
Dotation aux amortissements	233 898	259 488		
Dotation aux provisions sur créances	522 278	549 535		
Dotation aux provisions "licenciement"	0	0		
Dotation aux provisions "retraite"	181 109	298 490		
Dotation aux provisions "travaux"	229 727	69 878		
Dotation aux provisions risques charges exploitation	45 566			
Engagements à réaliser sur subventions attribuées (travaux restant à réaliser sur conventions)	1 947 582	1 941 988		
Autres charges de gestion	94 033	72 250		
SOUS-TOTAUX 1	30 867 997	31 309 261	30 924 546	31 813 405
RESULTAT D'EXPLOITATION	56 549	504 144		
Quotes-parts de résultat (produits) s/ opé. faites en commun			3 208	
Quotes-parts de résultat (charges) s/ opé. faites en commun	2 772	8 517		
PRODUITS FINANCIERS				
Boni de fusion			0	85 136
Produits de Participations			105	1
Produits nets s/cession SICAV			54 832	76 968
Produits Compte s/ livret			112 153	37 932
Reprise s/provisions			0	
Divers			5 562	4 740
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts sur emprunts	8 488	12 129		
Divers	9 865	3 509		
Dotation aux provisions financières				
SOUS-TOTAUX 2	18 353	15 638	172 651	204 776
RESULTAT FINANCIER	154 299	189 138		
RESULTAT COURANT (exploitation + financier)	211 284	684 766		
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Quote part subvention investissements			10 061	10 061
Produits sur immobilisations sortis			1 881	300
Divers			3 580	
Reprise provisions diverses			0	0
Reprise sur provisions "travaux MNE"				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Valeur nette comptable sur immobilisations sortis	139	280		
Dotation provisions diverses	0	0		
Charges exceptionnelles diverses	30	452		
SOUS-TOTAUX 3	169	731	15 522	10 361
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 353	9 629		
Impôt sur les bénéfices	14 660	20 836		
RESULTAT	211 977	673 559		
TOTAL COMPTE DE RESULTAT	31 115 928	32 028 543	31 115 928	32 028 543

A N N E X E

Au bilan et au compte de résultat

Exercice clos le 31 Décembre 2011

Le total net du bilan est de 29 576 077 € et le total du compte de résultat, présenté sous forme de liste, est de 31 115 928 €. L'exercice comptable dégage un excédent de 211 977 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2011 au 31 Décembre 2011.

Les notes et les tableaux (numérotés de 1 à 10) présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du code de commerce, du décret du 29-11-1983, ainsi que du règlement des CRC 99-03 du 29-04-1999 relatif à la révision du plan comptable et 99-01 du 16 février 1999 relatif aux associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles générales concernant les composants :

Lors de la première application en 2005 du nouveau PCG, il a été choisi la méthode prospective.

Il a été fait l'application des modifications du règlement CRC 99-03 et CRC 2002-10 relatif, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi que CRC 2004-06 concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Suivi des options comptables retenues:

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles :

- ✓ Non concerné option non prise

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières (Titres et VMP) :

- ✓ Comptabilisation en charges

Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs :

- ✓ Comptabilisation en charges

Amortissements des biens non décomposables :

- ✓ Amortissement sur la durée d'utilisation qui correspond à la durée d'usage

Composants de 2ème catégorie/provisions pour grosses révisions :

- ✓ Non concerné option non prise

Changements de méthodes comptables :

- ✓ Application de la méthode préférentielle consistant à immobiliser les coûts de développement (site internet). Au cours des exercices précédents ces coûts étaient comptabilisés en charges. L'application de cette méthode est irrévocable.
L'impact de ce changement de méthode sur le résultat et sur le total du bilan est de 42 k€.

Faits significatifs :

- ✓ L'Institut de l'Elevage a sectorisé fiscalement depuis 2010 ses activités lucratives et non lucratives. Le total des produits d'exploitation du secteur lucratif est de 2 836 k€.

Evénements postérieurs à la clôture :

- ✓ Néant

METHODES D'EVALUATION

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

I - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été amorties de la manière suivante :

- ✓ Les logiciels courants de bureautique sont amortis sur 1 an
- ✓ Les autres logiciels sont amortis en fonction de leur durée de vie comprise entre 3 ans et 5 ans

Changement de méthode

Application de la méthode préférentielle concernant les coûts de développement de logiciel.

L'impact est de 14 274,66 € immobilisées (logiciel SugarCRM).

II - Immobilisations corporelles

Il s'agit des dépenses qui satisfont aux critères suivants :

- ✓ Le bien est détenu par l'entité soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins administratives.
- ✓ La durée d'utilisation prévisionnelle excède un exercice.
- ✓ La dépense réalisée générera des avantages économiques futurs.

Le mode d'amortissement retenu est l'amortissement linéaire, à l'exception du matériel informatique et d'une partie du matériel de bureau pour lesquels un amortissement dégressif est admis fiscalement.

a - Immobilisations non décomposées

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------------|--|
| ✓ Agencements | 10 ans |
| ✓ Véhicule automobile | 5 ans |
| ✓ Matériel de bureau | 5 ans linéaire ou dégressif |
| ✓ Matériel informatique | 3 ans dégressif |
| ✓ Mobilier de bureau | 10 ans |
| ✓ Matériel technique & agricole | 5 ans (sauf si le matériel est financé par une subvention : le matériel est alors amorti dans l'année) |

Les durées d'utilisation correspondent aux durées d'usage.

b - Immobilisations décomposables

Si les éléments constitutifs d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu (Art 311-2 PCG)

Notre société présente les immobilisations décomposables suivantes:

- Immeuble d'exploitation

(Immeuble inscrit à l'actif et affecté à l'exploitation, ou mis à la disposition d'une entreprise liée, au sens de l'article 39-12 du CGI, affectant ce bien à leur propre exploitation).

L'amortissement des composants est calculé selon leur durée d'utilisation. La structure est amortie selon la durée d'usage.

Le tableau de décomposition et d'amortissement est le suivant:

- Structure	25 à 40 ans
- Façade, étanchéité	20 ans
- Inst.Générales Techniques (IGT)	15 ans
- Agencements	7 ans

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont amorties sur la durée des immobilisations afférentes à ces subventions. Le montant de l'amortissement de l'exercice est de 10 060,86 €.

PARTICIPATIONS – AUTRES TITRES IMMOBILISES – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les placements de trésorerie d'un montant de 7 297 564 € au 31 décembre sont constitués de parts d'OPCVM monétaires à hauteur de 2 297 564 €, et de bon à moyen terme négociable à hauteur de 5 000 000 €.

Ils dégagent une plus value latente de 56,1 K€ à la clôture de l'exercice 2011.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été comptabilisées pour leur valeur nominale.

Selon les règles pratiquées par l'Institut de l'Elevage au cours des exercices précédents, les créances clients ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation comme indiquée ci-dessous :

Créances clients ventes et prestations, et conventionnement : en fonction du risque

<u>Créances « Conventions produits à recevoir »</u>	
Produits à recevoir sur conventions année n-4 :	100 %
produits à recevoir sur conventions année n-3 :	75 %
produits à recevoir sur conventions année n-2 :	50 %
produits à recevoir sur conventions année n-1 :	10 %
produits à recevoir sur conventions année n :	5 %

FONDS DEDIES

A partir de l'exercice clos au 31 Décembre 1999 et en application du plan comptable des associations, l'Institut comptabilise le montant correspondant au coût des travaux restant à réaliser au 31 décembre de l'exercice, estimé par chaque responsable de service, sous forme de Fonds Dédiés sur subventions de fonctionnement.

La valorisation a été faite au coût réel par rapport aux charges engagées et à l'activité des ingénieurs.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée selon la méthode des « unités de crédit projetés » norme IAS 19

Lors de leur départ à la retraite, le personnel perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans les conventions collectives. Les engagements ont été comptabilisés à la clôture de l'exercice sur la base des

hypothèses suivantes : coefficient d'actualisation 2.68 %, coefficient de progression des salaires 3,48 % (moyenne des coefficients constatés les 5 derniers exercices), turn-over 2.54 % si age inférieur à 40 ans.

DROIT INDIVIDUEL DE FORMATION (DIF)

Les droits acquis à la clôture de l'exercice représentent 24 295 heures.

Tableau n° 1

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

MOUVEMENT DES POSTES (ACTIF IMMOBILISE)	01/01/2011	ENTREES	SORTIES	VALEUR AU 31/12/11
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
LOGICIELS	240 103	5 255		245 358
IMMOBILISATIONS EN-COURS		56 275		56 275
TOTAL 1	240 103	61 530		301 632
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	272 439			272 439
CONSTRUCTIONS	1 781 189	201 844		1 983 033
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS	845 201	33 804		879 004
MATERIEL DE TRANSPORT	58 527	20 308	-20 527	58 307
MAT DE BUREAU, MAT D'INFORMATIQUE, MOBILIER	1 288 783	221 219	-28 410	1 481 592
MAT TECHNIQUE & AGRICOLE	866 750	50 346	-110 307	806 789
AVANCES ET ACOMPTES				
TOTAL 2	5 112 889	527 520	-159 245	5 481 165
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	2 726 900	3 208		2 730 108
AUTRES TITRES IMMOBILISES	19 713	202		19 915
PRETS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	998 786	36 760	-159 641	875 905
TOTAL 3	3 745 399	40 170	-159 641	3 625 928
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	9 098 391	629 220	-318 885	9 408 725

Tableau n° 2

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	AMORT AU 01/01/2011	AUGMENTATION	DIMINUTION	AMORT AU 31/12/2011
		DOTATIONS	SORTIS	
LOGICIELS	236 242	3 980		240 222
CONSTRUCTIONS	1 191 238	47 813		1 239 052
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
INSTALLATIONS & AGENCEMENTS	678 402	27 910		706 312
MATERIEL DE TRANSPORT	58 527	2 470	-20 527	40 470
MAT DE BUREAU, INFORMATIQUE, MOBILIER	1 147 260	114 858	-28 271	1 233 846
MATERIEL TECHNIQUE & AGRICOLE	742 200	36 866	-110 307	668 758
TOTAL	4 053 868	233 898	-159 106	4 128 660

Tableau n° 3

TABLEAU DES PROVISIONS ET DES FONDS DEDIES

NATURE	MONTANT AU 01/01/11	AUGMENTATION DOTATION	DIMINUTION REPRISE	MONTANT AU 31/12/11
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	1 942 952 3 800 674	1 947 582 456 402	-1 942 952 -270 245	1 947 582 3 986 831
TOTAL 1	5 743 626	2 403 984	-2 213 197	5 934 413
SUR COMPTES IMMO FINANCIERES SUR STOCK (TUP Technipel) SUR COMPTES CLIENTS & COMPTES RATTACHES SUR VMP	735 669	522 278	-477 406	780 541
TOTAL 2	735 669	522 278	-477 406	780 541
TOTAL (1 + 2)	6 479 296	2 926 262	-2 690 603	6 714 955
DONT DOTATIONS ET REPRISES		2 926 262	-2 690 603	
TOTAL		2 926 262	-2 690 603	
FONDS DEDIES - ORGANISMES	01/01/2011	UTILISATION S/ 2011	ENGAGEMENT A REALISER S/ RESSOURCES AFFECTEES	31/12/2011
	19	789	689	19
MINISTERE DPEI (GENETIQUE)	678 867	678 867	671 710	671 710
OFFICES	1 164 721	1 164 721	1 270 836	1 270 836
AUTRES	99 364	99 364	5 036	5 036
TOTAL	1 942 952	1 942 952	1 947 582	1 947 582

Tableau n° 3 b

DETAIL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CLIENTS ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NATURE	MONTANT BRUT 01/01/11	PROVISION 01/01/11	DOTATION PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	DOTATION PROVISION EXCEPTIONNEL LE	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	PROVISION 31/12/11
ACTIF							
PROVISION POUR CREANCE CLIENTS							
Clients, ventes & prestations	1 942 235	19 206	3 582	-617			22 170
Clients, conventionnements	802 776						
Conventionnements, produits à recevoir	9 998 759	716 463	518 696	-476 789			758 370
TOTAL 1	12 743 769	735 669	522 278	-477 406			780 541
PASSIF							
PROVISION POUR RISQUES & CHARGES							
Départ retraite		2 997 661	181 109	-150 823			3 027 947
Travaux immeuble MNE paris		600 563	143 294	-75 315			668 542
Travaux Villers Bocage		32 388	23 322	-31 120			24 590
Travaux Le Mourier		20 000		-3 741			16 259
Travaux Toulouse			63 111				63 111
Autres litiges		150 063	45 566	-9 246			186 383
TOTAL 2		3 800 674	456 401	-270 245			3 986 831
TOTAL 3			978 679	-747 651			

ANALYSE DES REPRISES SUR PROVISIONS

PROVISION POUR CREANCE CLIENTS	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	% ENCAISSE	% PERTE
Clients, ventes & prestations	617		96%	4%
Clients, conventionnements				
Conventionnements, produits à recevoir	476 789		86%	14%

PROVISION POUR RISQUES & CHARGES	REPRISE PROVISIONS D'EXPLOITATION	REPRISE PROVISIONS EXCEPTIONNELLES	% REALISE
Travaux immeuble MNE paris	75 315		13%
Travaux Villers Bocage	31 120		96%
Travaux Le Mourier	3 741		19%

Tableau n° 4

TABLEAU DE SUIVI DES PRINCIPALES CONVENTIONS 2011 (montants H.T.)

FINANCEUR	DOTATION 2011	DOTATIONS 2011 NON PERCUES AU 31/12/11*	FONDS DEDIES 2011**
CASDAR DOTATION DE BASE	9 396 000	1 409 400	25 944
CASDAR APPEL A PROJET	1 276 290	427 860	
CREDITS GENETIQUES OFFICE	3 088 071	2 172 014	671 710
CREDITS IDENTIFICATION	1 446 715	0	
OFFICE ACTIONS ET RESEAUX	1 548 833	1 150 604	1 244 892
OFFICE AUTRES CONVENTIONS	103 822	44 781	
INTERBEV, NORMABEV & CIV	1 042 587	208 127	
CNIEL	802 572	0	
CNE	1 079 710	443 560	
FGE	1 603 669	327 892	
CREDITS RECHERCHE, PRG ACTA & UMT	823 984	266 324	
UNION EUROPEENNE	290 134	218 867	
COLLECTIVITES REGIONALES	208 331	137 749	
AUTRES MINISTERES	552 024	133 183	
TOTAL	23 262 742	6 940 359	1 942 545

* Montant non encaissé ou non facturé au 31/12/2011 relatif à la dotation 2011

** Fonds dédiés relatifs à la dotation 2011 ou antérieure

Tableau n° 5

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET
DES DETTES

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
ACTIF IMMOBILISE			
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 437 105		2 437 105
PRETS	189 059	59 719	129 341
AUTRES IMMO FINANCIERES & CPTES RATTACHES	113 467	9 330	104 137
TOTAL 1	2 739 631	69 049	2 670 583
ACTIF CIRCULANT			
CREANCES CLIENTS	12 743 769	12 743 769	
PERSONNEL	28 337	28 337	
ORGANISMES SOCIAUX (IJ CMSA, MUTUELLE)	12 222	12 222	
ETAT	4 353	4 353	
DEBITEURS DIVERS	117 824	117 824	
TOTAL 2	12 906 505	12 906 504	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	58 255	58 255	
TOTAL 3	58 255	58 255	

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	164 098	63 798	100 300	
CONCOURS BANCAIRES				
FOURNISSEURS	2 885 673	2 885 673		
PERSONNEL	2 074 135	2 074 135		
DETTES SOCIALES (CMSA CCPMA)	2 082 568	2 082 568		
ETAT	559 013	559 013		
CREDITEURS DIVERS	3 316 323	3 316 323		
TOTAL 1	11 081 809	10 981 509	100 300	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	445 169	445 169		
TOTAL GENERAL	11 526 978	11 426 678	100 300	

Tableau n° 6

TABLEAU DES COMPTES DE REGULARISATION

ACTIF	PRODUIT A RECEVOIR
CLIENT, CONVENTIONNEMENT P.A.R. PERSONNEL ORGANISMES SOCIAUX ETAT DEBITEURS DIVERS	9 240 388
TOTAL	9 240 388

PASSIF	CHARGES A PAYER
INTERETS COURUS S/EMPRUNT	-4 721
INTERETS COURUS "BANQUE"	
FOURNISSEURS Charges à payer	-1 030 868
PERSONNEL	-1 966 932
ORGANISMES SOCIAUX	-958 034
ETAT	-203 717
CREDITEURS DIVERS	
TOTAL	-4 164 271

Tableau n° 7

DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS COMPTABILISES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
NEURONES (maintenance)	27 483
PRODWARE (maintenance)	17 967
SNCF (abonnement portail internet)	4 983
DIVERS	7 822
TOTAL	58 255
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANT
Actions engagées en 2012 pour lesquelles une partie de la subvention a été reçue ou comptabilisée en 2011	
FGE actions génétiques	129 836
MINISTERE actions génétiques	122 681
SPEOC	133 900
INTERBEV	23 550
DIVERS	35 201
TOTAL	445 169

Tableau n° 8

ENTREPRISES LIEES			
POSTES DU BILAN	MONTANT	ACTIF	PASSIF
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MNE)	2 001 840	2 001 840	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (LABOGENA)	145 374	145 374	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MRA)	289 892	289 892	
CLIENT (SPEOC)	160 144	160 144	
FOURNISSEUR (SPEOC)	0		0
CLIENT (LABOGENA)	0	0	
FOURNISSEUR (LABOGENA)	25 028		25 028
CLIENT (SCI MRA)	0	0	
FOURNISSEUR (SCI MRA)	3 906		3 906
CLIENT (ACTA INFORMATIQUE)	-30	-30	
FOURNISSEUR (ACTA INFORMATIQUE)	134 005		134 005

Tableau n° 9

FILIALES ET PARTICIPATIONS		VALEUR	CAPITAUX	CAPITAUX	RESULTAT AU	DATE
	%	COMPTABLE	PROPRES	PROPRES	DERNIER	DERNIER
		DES TITRES	dont résultat	part Institut	EXERCICE	EXERC.
					CLOS	CLOS
SARL SPEOC	81 %	4 665	363 308	294 098	29 555	31/12/10
SCI MNE	54 %	248 244	436 443	236 989	-10	31/12/10
GIE MNE-SERVICES	54 %	3 258	-11 160	-6 063	-17 312	31/12/10
SARL ACTA INFORMATIQUE	13 %	33 661	487 892	64 841	1 943	31/12/10
SCI MRA	21 %	3 174	-9 728	-2 058	-13 099	31/12/10
GIE LABOGENA	10 %		1 439 059	138 437	34 199	31/12/10

Tableau n° 10

REPARTITION DU PERSONNEL				
Personnel (CDD et CDI) présent au 31/12/2011	RESPONSABLES PROJET (CATEGORIE IV)	ASSISTANTS (CATEGORIE III)	EMPLOYES (CATEGORIE I & II)	TOTAUX
FEMMES	93	36	7	136
HOMMES	103	20	1	124
TOTAUX	196	56	8	260

Rémunération et avantages en natures des 3 plus Hauts Cadres de l'Institut sur l'année 2011 : 0 €

ENGAGEMENT HORS BILAN

Un nantissement des SICAV BNP pour un montant de 536 708 € en garantie d'une caution bancaire donnée par la BNP sur l'opération Egypte
Un nantissement des SICAV Crédit du Nord pour un montant de 36 760 € en garantie d'une caution bancaire donnée par le Crédit du Nord sur l'opération Italie

DIVERS

Honoraires de CAC:

- Mission légale	28 528
- Diligences directement liées	5 150

ADEC ET PARTENAIRES

Société de Commissariat aux Comptes

Siège Social : 21, rue de la Paix - 75002 PARIS

Téléphone : 01 43 12 98 60 - Télécopie : 01 43 12 98 61 - E.Mail : adec75@groupe-adec.com**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**Conseil d'Administration de 25 avril 2012**

Exercice clos le 31 décembre 2011

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 – PARIS CEDEX 12

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Institut, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de commerce qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

Avec le Centre Interrégional d'Information et de Recherche en Production Ovine CIIRPO

Nature et Objet :

Avenant numéro 4 au contrat de prêt octroyé par votre Institut au CIIRPO aux termes duquel la rémunération du prêt porte intérêt au taux de 2,5% l'an.

Modalités :

Montant du prêt au 31 décembre 2011 : € 150 000

Montant des intérêts comptabilisés : € 1 875

Personne concernée :

L'Institut de l'Elevage est administrateur du CIIRPO.

Fait à Paris, le 10 avril 2012

**Le Commissaire aux Comptes
ADEC ET PARTENAIRES**

Stéphane SINTES

Associé

